

SYSTÈME JUDICIAIRE DE BOLIVIE

En vertu de la Loi des réformes de la Constitution politique de l'État, No. 1585, datée du 12 août 1994, des changements profonds ont été introduits dans la structure du Pouvoir judiciaire avec la création de nouveaux organismes, comme indiqué ci-après:

- Cour suprême de justice,
- Cour constitutionnelle,
- Conseil de la Judicature,
- Tribunal agraire national,
- Les Cours supérieures de districts, les tribunaux régionaux et d'instruction en matière civile, commerciale, pénale, de substances placées sous contrôle, de la famille, du mineur, du travail et de la sécurité sociale, des mines, en matière administrative et de contraventions.
- Les Cours nationales du travail et des mines, ainsi que les tribunaux administratifs, d'impôts et du système de taxation, ont été intégrés dans chaque Département aux Cours supérieures de districts pour former la Division sociale, minière et administrative. De même, en vertu de la Loi douanière ont été créés les Tribunaux douaniers. Plus tard, par mandat du nouveau Code minier, les questions minières ne relèveront plus du Pouvoir judiciaire.

Font également partie du Pouvoir judiciaire, sans exercer de juridiction, les Conservateurs des droits réels, et les Notaires publics, ainsi que les Juges de surveillance et tous les fonctionnaires du secteur judiciaire.

LA COUR SUPRÊME DE JUSTICE DE LA NATION

Par mandat de la Constitution politique de l'État, la Cour suprême est la plus haute instance dans la hiérarchie des tribunaux de justice ordinaire, contentieuse, et le Contentieux administratif de la République. Elle a son siège à Sucre. (Chapitre II-Art. 117, I de la C.P.E.).

Elle est composée de 12 Ministres organisés en Divisions spécialisées, soumis à la loi. (Art. 117, II de la C.P.E.).

Les Ministres sont élus par le Congrès national à la majorité des deux tiers des votes du total de ses membres, sur une liste proposée par le Conseil de la judicature. Ils exercent leurs fonctions pendant un mandat personnel et non renouvelable de dix ans qui commencent à courir à partir du moment de leur entrée en fonctions. Ils ne peuvent pas être réélus sans passer une période égale à celle de l'exercice de leur mandat. (Art. 117, IV de la C.P.E.).

Le Président de la Cour suprême qui, par suite des réformes de la Constitution de 1994, est également Président du Conseil de la judicature, est élu par l'Assemblée plénière du Tribunal suprême à la majorité des deux tiers des voix du total de ses membres (Art. 117, V de la C.P.E.). Il exerce ses fonctions pendant deux ans. Il peut être réélu, et en cas de démission ou de décès, la Cour organise de nouvelles élections.

En cas d'empêchement temporaire uniquement, ses fonctions sont exercées par le Ministre le plus ancien, auquel cas, la qualification d'ancienneté devra être déterminée.

L'ordre de préséance observée par la suite est le suivant : le Président, le Doyen, le Sous-doyen, et les Ministres dans l'ordre établi par l'Assemblée plénière. Chaque chambre a à sa tête un Président qui est élu parmi les Magistrats qui les composent.

Pour être Ministre à la Cour suprême de justice, il faut: (Art. 64° et 61° de la C.P.E., sauf les numéros 2 et 4 de l'article 61°).

- Être bolivien d'origine;
- Avoir exercé pendant dix ans la judicature ou la profession d'avocat avec éthique et moralité. Il sera également tenu compte sans s'y limiter, de l'exercice d'une chaire, de la recherche scientifique, des titres et diplômes universitaires ;
- Être âgé d'au moins 35 ans ;
- Avoir achevé son service militaire ;
- Être inscrit au registre de l'état civil ;
- N'avoir jamais été condamné à une peine de prison, sauf si on a bénéficié d'une grâce du Sénat; ne pas être soumis à une liste d'accusations ou à un ordre de comparaître en justice; ne pas être impliqué dans des affaires d'exclusion et d'incompatibilité établis par la loi.

La Cour suprême de justice est l'autorité suprême du Pouvoir judiciaire bolivien, et en 175 ans, elle a eu 50 Présidents, certains titulaires, d'autres intérimaires.

COUR CONSTITUTIONNELLE DE BOLIVIE

Selon la Carta Magna (Chap. III. Art. 119), la Cour constitutionnelle est indépendante et n'est subordonnée qu'à la Constitution. Il a son siège à Sucre.

Elle est composée de cinq Magistrats titulaires et de cinq suppléants, tous désignés par le Congrès national à la majorité des voix des membres présents.

Les qualifications exigées d'un Magistrat de la Cour constitutionnelle sont les mêmes que celles exigées d'un Ministre de la Cour suprême de justice.

Les Magistrats de la Cour constitutionnelle exercent leurs fonctions pendant une période de dix ans chacun, non renouvelables. Ils ne peuvent assumer un nouveau mandat qu'après un intervalle égal à la période d'exercice de leur mandat.

La Cour constitutionnelle garantit que tous les actes, résolutions, et décisions des gouvernants soient subordonnés à la Constitution politique de l'État; la pleine validité et la défense de l'ordre démocratique et de l'équilibre dans l'exercice du pouvoir, ainsi que la pleine validité et le respect des garanties et des droits fondamentaux des personnes.

CONSEIL DE LA JUDICATURE DE BOLIVIE

Le Conseil de la judicature est l'organe administratif et disciplinaire du Pouvoir judiciaire de Bolivie. Il fait partie du processus de modernisation du Système judiciaire dans le pays et représente un pilier fondamental du renforcement de la démocratie. L'institution naissante a son siège dans la ville de Sucre.

Le Conseil est présidé par le Président de la Cour suprême, et est composé de quatre membres dénommés Conseillers de la judicature avec titre d'avocat avec compétence nationale et bénéficiant de dix années d'expérience dans la profession ou dans une Chaire universitaire.

En cas d'empêchement ou d'absence temporaire du Président, celui-ci est remplacé par un Conseiller, conformément au Règlement.

Les conseillers sont désignés par le Congrès national à la majorité des deux tiers de ses membres présents. Ils exercent leurs fonctions pour une période de 10 ans, et ne peuvent pas bénéficier d'une prolongation de mandat. Ils ne peuvent assumer un nouveau mandat qu'après un intervalle égal à la durée du mandat précédent (Art. 122 de la C.P.E.).

MISSION

Le Conseil de la judicature a pour mission de planifier, d'organiser, de diriger et de contrôler l'administration efficace des ressources humaines, matérielles et financières du Pouvoir judiciaire. Il exerce également un pouvoir disciplinaire sur les fonctionnaires judiciaires déterminés par la loi. Il coordonne également les actions visant à l'amélioration de l'administration de la justice avec les autres pouvoirs de l'État et avec d'autres institutions publiques.

OBJECTIF PRINCIPAL

Le Conseil de la judicature, en sa qualité d'organe administratif disciplinaire, fournit au Pouvoir judiciaire les moyens nécessaires pour l'accomplissement de sa tâche dans les meilleures conditions.

OBJECTIFS INSTITUTIONNELS

- Doter les organes du Pouvoir judiciaire des instruments nécessaires et suffisants pour l'exercice de ses fonctions.
- Proposer un personnel qualifié et pourvoir les différents organes du Pouvoir judiciaire de ce personnel conformément aux systèmes de carrière judiciaire et administrative.
- Administrer les ressources humaines et économiques du Pouvoir judiciaire de façon appropriée de façon à assurer leur rendement optimal.
- Former et évaluer les fonctionnaires du Pouvoir judiciaire conformément à la loi et aux Règlements.
- Exercer la fonction disciplinaire en s'attachant strictement à la loi et aux règlements pertinents.
- Implanter des systèmes d'information en gestion dans le domaine juridictionnel et administratif.

- Coordonner les actions administratives et disciplinaires du Pouvoir judiciaire avec les autres Pouvoirs de l'État et les organismes nationaux.
- Renforcer et moderniser l'enregistrement des droits réels du pays.
- Empêcher et éradiquer la corruption au moyen de politiques, de stratégies, de plans et de programmes appropriés.
- Consolider les services judiciaires à travers la planification efficace fondée sur les besoins de la société.
- Rétablir l'autonomie de la gestion administrative et disciplinaire du Conseil de la judicature.

LE TRIBUNAL AGRAIRE NATIONAL

La Loi 1715 du 18 octobre 1996, en son Chapitre III, crée la Judicature agraire. Le Pouvoir judiciaire en matière agraire est exercé par la judicature agraire. Conformément au principe constitutionnel d'unité juridictionnelle, elle est indépendante dans l'exercice de ses attributions et est subordonnée uniquement à la Constitution politique de l'État.

La Judicature agraire est l'organe d'administration de la justice. Elle est compétente pour régler les conflits issus de la possession et du droit de propriété agricole, ainsi que de ceux qui sont prévus par la loi.

La Judicature agraire est constituée par le Tribunal agraire national et les juges agraires qui occupent le même rang hiérarchique.

Le Tribunal agraire exerce sa juridiction et sa compétence sur toute l'étendue du territoire national ; les juges agraires sont compétents dans une ou plusieurs provinces de leur district judiciaire.

Les décisions de la Judicature agraire constituent des vérités qui ont fait leurs preuves, qui sont inamovibles et définitives. La justice ordinaire ne peut ni réviser, ni modifier ou encore moins annuler ses décisions (Art. 176 de la Constitution politique de l'État).

LE TRIBUNAL AGRAIRE

Le Tribunal Agraire est la plus haute instance judiciaire dans le domaine agraire. Il est composé de sept membres au nombre desquels est élu son Président. Il est divisé en deux sections dont chacun compte trois membres. Il exerce ses attributions dans la ville de Sucre.

Le 28 juillet 1999, la Cour suprême de justice de la nation élit les sept premiers membres du tribunal agraire national à partir d'une liste de postulants qualifiés pour le Conseil de la judicature.

Le 12 août 1999, sous la direction du Président de la Cour suprême de justice, le Dr Oscar Hassentaufel Salazar, au cours d'une cérémonie solennelle tenue dans la Salle d'honneur de la Cour suprême de justice de la nation, les sept membres du premier Tribunal agraire national sont entrés en fonction. Cette cérémonie a été tenue non seulement dans le respect des dispositions de la Loi 1715 du Service national de réforme agraire (connue sous le nom de Loi INRA), mais elle a marqué le point de départ d'une nouvelle ère dans l'administration de la justice agraire en Bolivie.

Le 13 août 1999 a démarré le processus d'organisation du Tribunal agraire national et de la Judicature agraire.

L'INSTITUT DE LA JUDICATURE

Les origines légales de l'Institut de la Judicature en Bolivie remontent à la Loi 1585 de Réforme constitutionnelle, promulguée le 12 août 1994. Cette norme a donné une impulsion décisive au renforcement et à la modernisation du Pouvoir judiciaire en déconcentrant la fonction juridictionnelle, celle de contrôle de la constitutionnalité et des aspects administratifs et disciplinaires, en créant pour l'exercice de deux dernières fonctions de nouveaux organes : la Cour constitutionnelle et le Conseil de la judicature.

La Loi 1817 du Conseil de la judicature, en application des prescriptions constitutionnelles portant sur le développement des ressources humaines, règlemente les systèmes de carrière judiciaire et de sélection du personnel, avec leurs sous-systèmes de perfectionnement et de formation, et crée l'Institut de la judicature de Bolivie comme organe central chargé de développer les processus de perfectionnement.

"L'Institut de la Judicature a pour objet la formation technique et la formation permanente du personnel judiciaire dans le but d'améliorer son efficacité et son adéquation dans l'administration de la justice.

Les fonctionnaires judiciaires ont pour obligation, conformément aux dispositions du Règlement, de participer aux cours et programmes de formation qu'organise l'Institut". (Art. 33 de la Loi 1817).

Le Conseil de la judicature en formation plénière approuve, à son tour, en vertu de l'Accord N° 051/99 du 26 juillet 1999, approuve le Règlement de l'Institut de la judicature.

"L'Institut de la judicature est l'unité décentralisée de formation du personnel judiciaire, qui relève du Conseil de la judicature. Sa durée est indéfinie et a son siège dans la ville de Sucre. D'autres offices régionaux peuvent être établis dans les différents départements du pays " (Art. 1-I Règlement de l'Institut de la Judicature).

C'est ainsi que l'Institut de la judicature de Bolivie est devenu un centre d'études supérieures de perfectionnement des juges en exercice, de fonctionnaires d'appui et d'aspirants à la carrière judiciaire.

Source: Portail du Gouvernement de Bolivie – www.bolivia.gov.bo